



Le gouvernement, à travers son projet de loi Dussopt veut liquider le statut de la fonction publique, soumettre les agents publics à sa politique de casse des services publics, de réduction des emplois, qui ferait la part belle aux intérêts privés. Les conditions de travail et la capacité à exercer les missions de tous les agents (fonctionnaires, contractuels et ouvriers d'état) sont gravement menacées.

Le menu est simple, l'équation toujours la même :

Réorganisation des services

+ Baisses des moyens humains

+ Baisse des moyens budgétaires

= Désorganisation et Délitement des missions de services publics

= Mécontentements des usagers

= Argument à la fermeture ou à la privatisation

Si le gouvernement arrive à ses fins sur ce projet de loi Dussopt il sera en position de force pour la suite : la contre-réforme des retraites et les coupes budgétaires pour 2020.

Inversons cette mécanique infernale

Agissons contre un PLAN SOCIAL annoncé de la fonction publique

Imposons le retrait du projet de loi !

L'Institut National de l'Information Géographique et Forestière (IGN) est l'exemple-type d'un service public malmené qui voit ses missions attaquées et fragilisées, et la loi «de transformation de la fonction publique» modifie le sens même de l'exercice de nos métiers.

En quoi cela va-t-il permettre à l'IGN et à ses personnels de jouer leur rôle pour répondre aux enjeux du service public ? Transition écologique, réchauffement climatique, infrastructure géographique au service de tous ; On n'a pas besoin de manager cost-killer, on a besoin de personnels d'encadrement dévoués au service public!

En quoi cela va-t-il nous permettre de sortir de l'étranglement financier que connaît maintenant l'IGN, qui conduit à mettre en cause les missions dans les DT, la collecte des données, les moyens pour assurer toutes les missions de prises de vues? De sortir du sous-recrutement à la limite de la mise en extinction que connaissent les corps de l'établissement (ouvriers comme fonctionnaires) et du ralentissement des carrières ?

Le désastre qu'a été la mise en œuvre de la réorganisation, l'énorme perte de sens qu'elle a occasionnée, ses conséquences présentes en termes de désorganisation du travail, de perte de recettes, représentent un péril pour la pérennité de nos missions et de nos emplois.

Tout semble fait pour « charger la mule » jusqu'à ce qu'elle craque. Pour preuves, les mots du rapporteur de notre budget à la cour des comptes sont édifiants : « cibles de prédilection des coupes budgétaires », « [mise] sous tensions » , « les coupes budgétaires et les réductions de personnel deviennent critiques [comme] un nouveau garrot» , « financer plus avec moins d'argent » ...

... **Sa remarque, en guise de conclusion auprès du sénat, est éloquent :** S'il est, comme indiqué dans la documentation budgétaire, « *plus que jamais essentiel que la puissance publique conserve la maîtrise des données géographiques qui fondent ses décisions* », on voit mal comment cet objectif peut se concilier avec une contractualisation accrue et une baisse des crédits budgétaires de l'IGN."

Tout est dit ...

Imposons le retrait du projet de loi!